

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

LIBERIA : WEAH SOLICITE WASHINGTON POUR ENQUÊTER SUR DES MORTS MYSTÉRIEUSES

Le président libérien George Weah a indiqué hier qu'il avait sollicité l'aide d'experts américains pour enquêter sur la mort mystérieuse de trois agents du fisc et d'un contrôleur des dépenses gouvernementales qui ont ému l'opinion dans ce pays d'Afrique de l'Ouest depuis le début du mois. Le premier mort est un agent de l'Autorité fiscale du Liberia (LRA) qui a perdu la vie le 4 octobre dans un accident de voiture dans la capitale Monrovia, a indiqué la police.

NIGERIA : 8 MORTS ET 10 BLESSÉS DANS L'EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE À LAGOS

Les services de nettoyage de Lagos, capitale économique du Nigeria, déblayaient hier les restes d'un immeuble en construction qui s'est effondré dimanche, faisant huit morts et 10 blessés graves. "Un immeuble de trois étages s'est effondré dimanche", a expliqué Yemisi Shodipo, le responsable de la communauté Ikoyi-Obalende, un quartier populaire sur les îles de Lagos.

ETATS-UNIS : À LA TRAÎNE, TRUMP SILLONNE DE NOUVEAU L'AMÉRIQUE

Floride, Pennsylvanie, Iowa sont trois Etats-clés en trois jours. Donald Trump a entamé hier un marathon de meetings avec l'espoir de rattraper son retard sur Joe Biden d'ici l'élection du 3 novembre. Après s'être déclaré "immunisé" contre le Covid-19, le président américain de 74 ans, en retrait pendant dix jours après avoir été testé positif, a montré, propos moqueurs à l'appui, sa volonté d'en découdre dans la dernière ligne droite.

Afrique de l'ouest : le péril de la démocratie

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

A l'instar des Guinéens dimanche prochain, des millions d'Africains de l'Ouest vont élire leur président d'ici décembre. Toute chose qui devrait se faire sous l'oeil inquiet des observateurs de la démocratie. Tant ils sont alarmés par son recul dans une partie du continent autrefois jugée comme un modèle en la matière.

Ainsi, de nombreux ONG tirent déjà la sonnette d'alarme. Pour Kojo Asante, responsable du centre de recherche Ghana Center For Democratic Development, "les temps sont difficiles pour nous autres observateurs de la démocratie dans la sous-région". Dans son pays, ils iront aux urnes le 7 décembre prochain. Tandis que les Guinéens, Ivoiriens, Burkinabé et Nigériens devront s'acquitter de leur devoir civique dans la même période, sinon avant. Pourtant le Ghana est cité en exemple, en dépit de sujets de préoccupation comme les agressions de journalistes.

Ailleurs l'image est bien plus sombre. Elle s'est obscurcie avec le putsch qui a eu raison au Mali du président élu Ibrahim Bou-bacar Keita le 18 août, sans effusion de sang. Cette pratique, répandue sous des formes brutales dans la seconde moitié du 20e siècle après les indépendances, a cédé la place à des coups d'État "beaucoup plus sophistiqués, plus propres et cosmétiques", constate le centre d'études Afrikajom dans un rapport récent. Considérant que les "coups d'Etat électoraux" ou "coups d'Etat constitutionnels" menés non par les armes, mais par la fraude et les révisions de la loi fondamentale. La Guinée et la Côte d'Ivoire passent aujourd'hui pour des mauvais élèves.

Par contre, au Niger, la situation est plutôt différente. Le président Mahamadou Issoufou est salué pour sa décision de ne pas se représenter le 22 novembre après deux mandats. Mais, dans ce pays comme au Burkina, ainsi que chez le géant nigérian et au Mali, la propagation des agissements jihadistes et des violences intercommunau-



Les observateurs notent un recul de la démocratie en Afrique de l'ouest.

taires alarment les défenseurs des droits et la communauté internationale.

A noter que les récents acquis au Liberia et en Sierra Leone après les guerres civiles jusqu'au début

des années 2000, en Gambie ou en Guinée-Bissau demeurent fragiles. Ce d'autant plus que le président sénégalais Macky Sall n'a pas fait taire les spéculations sur un troisième mandat. "On observe sur

plusieurs aspects un recul démocratique en Afrique de l'Ouest", a déploré Mathias Hounkpé, politologue pour la fondation Open Society en Afrique de l'Ouest (OSIWA).

L'espoir demeure



Le président Mahamadou Issoufou constitue l'un des symboles de la démocratie.

J.O.
Libreville/Gabon

Si l'insistance de la Cédéao sur le retour à l'ordre constitutionnel au Mali, à rebours du soutien populaire aux putschistes, a été dénoncée comme une volonté de perpétuer des systèmes discrédités, traduisant la crainte de certains

présidents pour leur propre sort, il n'en demeure pas moins que la situation n'est pas totalement perdue.

Ainsi, pour beaucoup, l'Afrique de l'Ouest n'est pas l'Afrique centrale qui, avec le Cameroun, la Guinée équatoriale et la République du Congo, concentre des recordmen du monde de longévité présidentielle en exer-

cice. Les défenseurs des droits se réjouissent de l'émergence de mouvements citoyens et d'efforts d'émancipation portés par les populations.

D'ailleurs, pour Samuel Darkwa, responsable de l'Institute of Economic Affairs, à Accra, "le seul fait que des élections aient lieu et que les parties prenantes (en particulier d'opposition) veuillent faire appliquer les règles et jouer selon les règles, est un motif d'espoir".

Le Niger, avec la décision de l'actuel président Mahamadou Issoufou de ne plus se représenter, après deux mandats, conforte les espoirs des défenseurs de la démocratie et d'une véritable alternance politique dans le monde. Même cas de figure au Sénégal où personne ne voit Macky Sall se représenter à un énième mandat au mépris de la constitution. Tout comme le Burkina Faso où le président Roch Marc Kaboré a été élu après la chute, par soulèvement populaire, de Blaise Compaoré en exil en Côte d'Ivoire.